

***BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES***



**Edition Chronologique**

**PARTIE PERMANENTE**

Armée de terre

**INSTRUCTION N° 5628/DEF/PMAT/EG/B**

relative au recrutement dans l'armée de terre de certaines catégories de conjoints de militaires décédés.

*Du 16 septembre 1985*

**INSTRUCTION N° 5628/DEF/PMAT/EG/B relative au recrutement dans l'armée de terre de certaines catégories de conjoints de militaires décédés.**

*Du 16 septembre 1985*

---

*Références :*

Décret 73-1219 du 20 décembre 1973 modifié (BOC, 1974, p. 74).

Instruction n° 2000/DEF/PMAT/EG/B du 21 juin 1978 (1).

Instruction n° 6681/DEF/PMAT/EG/B du 22 octobre 1979 (2).

*Pièce(s) Jointe(s) :*

Une annexe.

*Modifié par :*

1er modificatif du 7 février 1986 (BOC, p. 1202).

2e modificatif du 22 juin 1988 (BOC, p. 3509) NOR DEFT8861095J.

*Classement dans l'édition méthodique :* BOEM 311-2.1.2.

*Référence de publication :* BOC, p. 5913.

---

SOMMAIRE

Introduction.

CHAPITRE PREMIER. RECRUTEMENTS DE TYPE NORMAL.

Article premier. Rappel des conditions de recrutement.

Article 2. Mesures législatives prises en faveur des femmes.

CHAPITRE II. RECRUTEMENT DE TYPE PARTICULIER.

Article 3. Généralités.

Article 4. Conditions exigées pour faire acte de candidature.

Article 5. Constitution des dossiers d'engagement.

Article 6. Examen des dossiers. Acceptation ou rejet des candidatures.

Article 7. Commission de sélection.

Article 8. Nature et durée du contrat.

Article 9. Avancement.

Article 10. Orientation et perspectives de carrière.

## ANNEXE(S)

ANNEXE.

### **Introduction.**

La présente instruction a pour objet de définir les possibilités de recrutement offertes aux conjoints de militaires de l'armée de terre décédés et de préciser les conditions dans lesquelles ces recrutements peuvent s'effectuer.

Certaines dispositions, notamment celles concernant l'engagement particulier, présentent un caractère exceptionnel.

### **CHAPITRE PREMIER. RECRUTEMENTS DE TYPE NORMAL.**

Article premier.

#### **Rappel des conditions de recrutement.**

Les conjoints de militaires de l'armée de terre décédés peuvent accéder aux carrières de militaires du rang, de sous-officiers ou d'officiers dans les conditions prévues par instructions particulières.

Les renseignements concernant ces recrutements peuvent être obtenus soit auprès des centres de documentation et d'accueil de l'armée de terre (CDAT) <sup>(3)</sup> soit auprès des formations de l'armée de terre. À cet égard, le chef de corps de la formation du militaire décédé doit être en mesure de fournir les renseignements nécessaires ou d'aider le conjoint à les recueillir.

Article 2.

#### **Mesures législatives prises en faveur des femmes.**

Les veuves de militaires de l'armée de terre peuvent, selon leur situation, bénéficier des mesures législatives prises en faveur des femmes. Les conditions d'application de ces textes aux emplois militaires sont précisées dans le tableau joint en annexe.

### **CHAPITRE II. RECRUTEMENT DE TYPE PARTICULIER.**

Article 3.

#### **Généralités.**

Dans le cadre du décret cité en référence, un recrutement particulier en qualité de militaire du rang est ouvert à certains conjoints de militaires de l'armée de terre décédés. Cet engagement permet à la collectivité militaire de manifester sa solidarité envers des personnes durement touchées moralement et qui peuvent se trouver dans des situations matérielles difficiles.

Article 4.

#### **Conditions exigées pour faire acte de candidature.**

Être veuf (ou veuve), non remarié(e), d'un militaire de carrière ou sous contrat de l'armée de terre, décédé alors qu'il se trouvait en activité de service (militaire de carrière) ou qu'il n'était pas rayé des cadres (militaire sous contrat).

Être veuf (ou veuve) depuis moins de dix-huit mois.

N'appartenir ni au service actif, ni à la disponibilité, ni à la réserve (4).

Être âgé(e) de plus de 17 ans et de moins de 40 ans (5).

Être reconnu(e) apte physiquement à l'engagement par un centre de sélection ou par un médecin militaire en activité.

Posséder la nationalité française.

Jouir de ses droits civiques.

Ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation définitive à une peine supérieure ou égale à un an d'emprisonnement sans sursis.

#### Article 5.

### **Constitution des dossiers d'engagement.**

Les conjoints de militaires décédés remplissant les conditions énumérées ci-dessus peuvent faire acte de candidature auprès des *CDAT* (3) ou auprès des chefs de corps des formations de l'armée de terre.

Les dossiers d'engagement sont alors constitués dans les conditions prévues à l'article 11 de l'instruction de référence. Ils comprennent en outre un rapport du commandement sur les circonstances du décès du conjoint établi par le chef de corps de militaire décédé et une déclaration du candidat exposant sa situation et ses conditions matérielles d'existence.

#### Article 6.

### **Examen des dossiers. Acceptation ou rejet des candidatures.**

Le candidat est présenté devant une commission dont la composition est fixée à l'article 7 ci-après.

Cette commission, à l'issue d'un entretien et éventuellement après des tests professionnels, rédige un rapport sur les capacités du candidat et sur les possibilités d'emploi et de carrière militaire qui lui sont ouvertes. Elle donne un avis sur l'opportunité de la souscription du contrat de type particulier.

Ce rapport, ainsi que le dossier d'engagement, est transmis pour avis au général commandant la région militaire où le dossier a été déposé, puis pour décision à la direction du personnel militaire de l'armée de terre/cabinet (*DPMAT*). La *DPMAT* délivre, s'il y a lieu, un agrément préalable à l'engagement ou une autorisation d'engagement.

#### Article 7.

### **Commission de sélection.**

La commission de sélection mentionnée à l'article 6 ci-dessus est composée de trois membres, dont un officier supérieur président. Elle est désignée par le général commandant la région militaire et se réunit, dans la mesure du possible, à proximité de la résidence du candidat (6).

#### Article 8.

### **Nature et durée du contrat.**

Le contrat est souscrit en qualité de militaire du rang, au titre d'une arme, d'un service ou du groupe de spécialités état-major pour servir initialement dans une formation de l'armée de terre. L'affectation initiale doit tenir compte, autant que faire se peut, des desiderata du candidat (7). La durée de ce contrat est de trois ans (8).

#### Article 9.

### **Avancement.**

Les engagés suivent la formation des militaires du rang, éventuellement aménagée pour tenir compte des cas particuliers. Ils sont nommés :

- caporal dès l'obtention du certificat militaire élémentaire (*CME*) et d'un certificat technique élémentaire (*CTE*) et au plus tôt à trois mois de service ;
- caporal-chef dès l'obtention du brevet militaire professionnel élémentaire (*BMPE*) et au plus tôt un mois après la nomination au grade de caporal ;
- sergent au plus tôt après deux mois d'ancienneté dans le grade de caporal-chef et au plus tôt à neuf mois de service pour ceux qui ont vocation à être sous-officier et qui ont obtenu le certificat militaire du 1<sup>er</sup> degré (CM 1).

#### Article 10. **Orientation et perspectives de carrière.**

Selon leur âge et leurs capacités propres, les engagés sont :

- soit maintenus dans la catégorie des militaires du rang ;
- soit orientés vers une carrière de sous-officier.

L'attention des chefs de corps est attirée sur l'importance de l'orientation de ces personnels, notamment au regard des limites d'âge ou de durée des services statutaires.

Dans certains cas, les engagés pourront avoir intérêt à se présenter dès que possible aux concours des emplois réservés. En tout état de cause, à l'issue du premier engagement, les engagés sont placés au sein du régime normal de gestion de la catégorie de personnel à laquelle ils appartiennent du fait de leur nouveau contrat.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

*Le général de division, directeur du personnel militaire de l'armée de terre,*

COULLON.

---

(1) Abrogée et remplacée en dernier lieu par l' instruction 2000 /DEF/PMAT/EG/B du 29 décembre 1999 (BOC, p. 549).

(2) Abrogée et remplacée par instruction n° 7500/DEF/PMAT/EG/B du 30 décembre 1985 (BOC, 1986, p. 68), modifiée.

(3) Lire aujourd'hui : CIRAT (centre d'information et de recrutement de l'armée de terre).

(4) Le cas de ces personnels relève de l'instruction n° 2000 citée en référence (engagement au titre de l'art. 3 du décret n° 73-1219). Toutefois, la qualité de veuf ou de veuve de militaire devra être mentionnée sur le dossier d'engagement.

(5) Cet âge peut être exceptionnellement dépassé par les veuves dans des cas bien particuliers selon les prescriptions de la loi n° 75-3 rappelées dans le tableau donné en annexe.

(6) Le déplacement du candidat pour se présenter devant la commission ne peut pas donner lieu au remboursement des frais de transport ou au paiement d'une indemnité.

(7) Conformément à la décision de la DPMAT, l'engagé peut servir en surnombre dans une formation jusqu'à l'ouverture d'un poste d'engagé et en tout état de cause pour la durée du contrat initial. À l'issue de cette période, l'intéressé est affecté dans une formation conformément au nouveau contrat souscrit (cf. Article 10 ci-après).

(8) Ce contrat pourra être résilié à tout moment, sur simple demande de l'intéressé.

# ANNEXE.

**Figure 1. APPLICATION AUX EMPLOIS MILITAIRES DES MESURES LÉGISLATIVES DÉROGATOIRES PRISES EN FAVEUR DES FEMMES.**

APPLICATION AUX EMPLOIS MILITAIRES DES MESURES LEGISLATIVES DEROGATOIRES PRISES EN FAVEUR DES FEMMES.			
Textes de référence.	Loi n° 75-3 du 3 janvier 1975 (1) modifiée par la loi n° 79-569 du 7 juillet 1979 (2).	Loi n° 76-617 du 9 juillet 1976 (3). Décret n° 77-788 du 12 juillet 1977 (4).	Loi n° 80-490 du 1 <sup>er</sup> juillet 1980 (5). Décret n° 81-317 du 7 avril 1981 (6).
Conditions et effets.	Mères de trois enfants et plus. Veuves non remariées. Femmes divorcées et non remariées. Femmes séparées judiciai- rement. Femmes célibataires ayant au moins un enfant à charge.	Femmes assurant l'entretien et l'éducation de leur enfant âgé de moins de 16 ans et vivant au foyer. Femme ayant élevé un enfant pendant cinq ans au moins avant son sixième anniver- saire dans les conditions ci- dessus.	Mères de famille d'au moins trois enfants qu'elles élè- vent ou ont élevés effecti- vement.
Catégories de bénéficiaires.			
Nature de la dérogation.	Les limites d'âge d'accès aux emplois publics ne sont pas opposables aux intéressés (7).	La limite d'âge applicable au recrutement par concours est portée à 45 ans (7).	Les intéressés peuvent faire acte de candidature aux concours de l'Etat sans conditions de diplôme.
Emplois militaires concernés.	(Emplois des catégories A, B, C et D).	Emplois d'officiers.	Emplois d'officiers.
(1) JO du 4, p. 198. (2) N.1. BO, JO du 8, p. 1666. (3) N.1. BO, JO du 10, p. 4149. (4) BOC, p. 2610; BOEM 350°. (5) N.1. BO, JO du 2, p. 1642. (6) BOC, p. 1833; BOEM 350°. (7) Il s'agit d'un report pour l'accès aux emplois et non pour l'exercice de la fonction correspondante. Ce report ne saurait de ce fait avoir pour conséquence d'autoriser les bénéficiaires à servir au-delà de la limite d'âge statutaire correspondant à leurs corps et grade. Les candidates doivent cependant présenter les aptitudes exigées pour l'exercice de la fonction.			